

Financiarisation de la nature

Marseille, 27 août 2015

Jean-Marie Harribey

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>

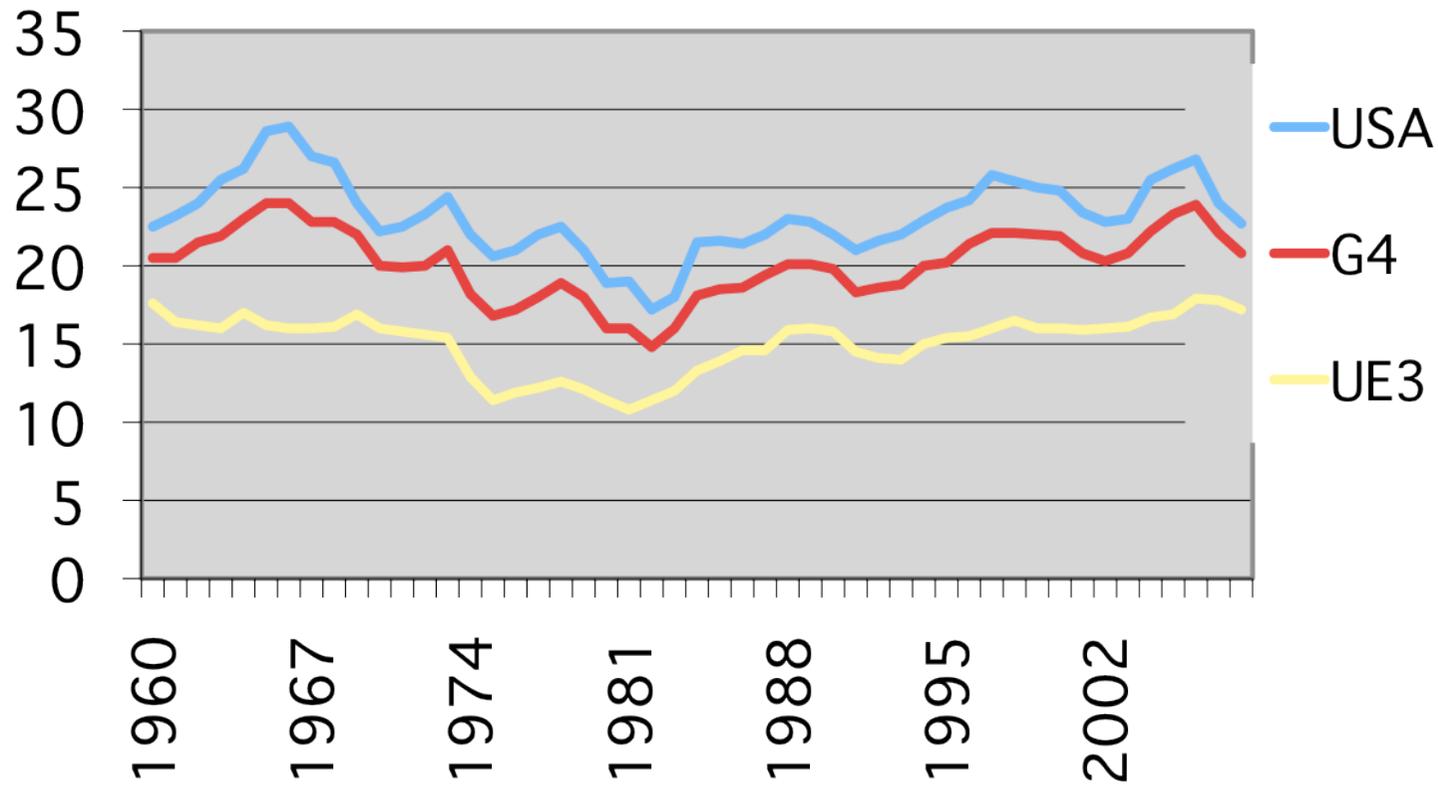
Une hypothèse

La crise du capitalisme mondialisé peut être analysée comme l'exacerbation d'une crise de production et de réalisation de valeur dans un contexte où l'exploitation de la force de travail atteint un seuil critique et où celle de la nature met à mal le principe de l'accumulation infinie.

Pour sortir de cette crise, la voie néolibérale est la financiarisation. Comment y échapper ?

Le taux de profit 1960-2008 (%)

USA, G4 (USA, F, A, RU), UE3 (F, A, RU)



Le taux de profit

- Taux de profit = profits/capital (P/K) =
part des profits dans la valeur ajoutée (P/Y)
x efficacité du capital (Y/K)
- 1^{er} élément : variable de répartition, augmente si les profits croissent plus vite que la productivité du travail
- 2^e élément : concerne l'efficacité des machines et l'accès aux ressources ainsi que leur qualité (donc quid du progrès technique et de l'épuisement des ressources ?)
- Que se passe-t-il quand la variable de répartition ne suffit plus à compenser la perte d'efficacité du capital ?

Face à cette situation,
deux fuites en avant du capitalisme

- Fuite en avant anti-sociale
austérité salariale, remise en cause du droit du travail et de la protection sociale, rien contre le chômage
- Fuite en avant financière pour transformer les biens naturels et les connaissances sur le vivant en actifs financiers

Le programme de marchandisation et de financiarisation de la nature

- Tout doit devenir objet de finance
- Par le biais de la privatisation
- Et de l'introduction du capital dans la nature jusqu'à la transformation de celle-ci en capital à rentabiliser
 - Protocole de Kyoto
 - Nouveaux titres financiers
 - Compensation écologique
 - Paiement pour services environnementaux
 - « Valeur » des services écosystémiques
 - « Valeur » créée par la nature

Le programme de marchandisation et de financiarisation de la nature

1) Protocole de Kyoto : l'échec du marché

- Principes : mise en circulation de permis d'émission de GES exprimés en équivalent-carbone ; échanges sur un marché ; possibilité d'obtenir des unités certifiées de réduction des émissions dans le cadre du mécanisme de développement propre et du mécanisme d'application conjointe.
- Délivrance gratuite dans l'UE : 2005-2008, 2008-2013, 2013-2020
- En 2011, le prix de la tonne était de 15 €
- En 2013, ... 3 €. En 2015, entre 6 et 8 €...
- Pression des lobbies pour ne pas geler les quotas et pour ne pas les payer
- France, loi transition énergétique : 22€ (2016), 56€ (2022), 100€ (2030) ?

Le programme de marchandisation et de financiarisation de la nature

2) Nouveaux titres financiers : *cat bonds*

- Obligations vertes pour « protéger » une espèce
- Obligations catastrophes : assurance pour les réassureurs des assureurs
- Séismes, ouragans, inondations, risques météo, risques sur cultures, terrorisme...
- Émissions d'obligations à haut risque et haut rendement par des réassureurs, achetées par les assureurs des victimes potentielles ; si la catastrophe survient, indemnités ; sinon et en attendant, paiement de primes (intérêts)
- Titrisation pour disperser le risque ; dérivés climatiques, dérivés sur espèces menacées
- États émetteurs directs d'obligations catastrophes
- Bientôt des assurances catastrophes pour les individus ?

Le programme de marchandisation et de financiarisation de la nature

3) Compensation écologique ?

- Principe déjà inclus dans le Protocole de Kyoto ou dans le REDD (réduction des émissions de la déforestation)
- Loi de 1976 : « éviter, réduire, compenser »
- Compensation carbone « volontaire » : une entreprise, une administration, un particulier peuvent acheter des « crédits carbone » pour compenser une émission de GES. Avec cet argent, projet de réduction des GES à un autre endroit.
- Bientôt banques d'actifs de biodiversité (CDC biodiversité dans la plaine de la Crau, EDF) ? Créer des actifs naturels offerts.
- Commission européenne : « pas de perte nette »
- Sur la base de la neutralité carbone, division par 4 des émissions de GES d'ici 2050 ?

Le programme de marchandisation et de financiarisation de la nature

4) Paiement pour services environnementaux (PSE) et paiement pour préservation des services écosystémiques (PPSE)

- Services d'approvisionnement (combustibles, eau), de régulation (du climat, cycle de l'eau ou du carbone), de supports (photosynthèse, formation des sols), et culturels
- Services rendus par les écosystémiques ou services rendus par les hommes à d'autres hommes ?
- S'agit-il de pousser plus avant la marchandisation ?
- Qui est rémunéré ? Cela pose le problème des droits de propriété

Le programme de marchandisation et de financiarisation de la nature

5) Valeur économique des services rendus par la nature ?

- Thèse néoclassique rejointe par nombre d'études se réclamant de l'écologie
- Etude pionnière de Costanza & al. (1997) : services rendus par la nature de 16 000 à 54 000 Mds \$ / an.
- Chauves-souris aux USA : 22,9 Mds \$ / an.
- Pollinisation par les abeilles et autres insectes : 190 Mds \$ / an.
- Valeur de la fonction chlorofyllienne de la forêt française au prix du marché du carbone.
- WWF : valeur produite par les océans à 2500 milliards de dollars par an (7^e rang des PIB), tandis qu'eux-mêmes « valent » 24 000 milliards.

Le programme de marchandisation et de financiarisation de la nature

6) Valeur créée par la nature ?

C. De Perthuis et P.-A. Jouvét : *Le capital vert, Une nouvelle perspective de croissance* (O. Jacob, 2013, p. 196)

« Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau ! »

Et si on empêche le berger de respirer, toute la valeur était-elle auparavant créée par l'air ?

Le concept de facteur limitant est antagonique avec la position néoclassique et/ou néophysiocrate (capital naturel).

Il n'existe pas plus de valeur économique intrinsèque de la nature ou de valeur créée par la nature que de biens naturellement communs, car si les biens naturels existent, leur statut de communs est une construction sociale.

La financiarisation de la nature, expression de la crise du capitalisme

- Enchevêtrement de la contradiction sociale et de la contradiction écologique
- Crise de production et de réalisation de valeur
- Le travail humain crée de la valeur en transformant la nature. Or, la surexploitation de la force de travail accroît la possibilité de surproduction et de suraccumulation du capital, d'où baisse de sa rentabilité. Et la surexploitation de la nature renchérit le coût de production, ce qui renforce les contraintes sur la rentabilité du capital, en plus de mettre à mal les écosystèmes.

Capitalisme vert ?

OUI

- Internalisation des effets externes : écotaxes ou permis d'émission échangeables
- Le renchérissement de l'énergie et des processus de production rend rentables des méthodes économes

NON

- Mais l'augmentation de la productivité compensera-t-elle l'augmentation du coût de l'énergie ?
- Risque de compenser l'augmentation du coût du capital par une élévation du taux d'exploitation de la force de travail (ex. de la taxe carbone tolérée par le patronat si les cotisations sociales diminuent en proportion)
- Au total : contradiction du côté de l'offre (taux de profit menacé) et du côté la demande (salaires comprimés)
- La contradiction entre l'illimitation de la tendance à l'accumulation et les limites de la planète n'est pas dépassée

Quelles alternatives ?

- Dans les deux directions analysées pour expliciter la crise actuelle du capitalisme : les contradictions sociales et écologiques rassemblées pour la première fois dans l'histoire.
- Les deux réponses articulées

Desserrer la contrainte financière sur la nature

- Principes :
 - à la compensation des destructions, opposer l'interdiction de les commettre ;
 - au paiement des services écosystémiques, opposer le droit de non-appropriation des écosystèmes ;
 - au prix des droits de polluer fixé par le marché, opposer un prix politique de l'utilisation de la nature à hauteur de la norme décidée par la société
 - Monétiser \neq marchandiser \neq financiariser

La COP 21 : un coup pour rien de plus ?

- Pourquoi est-ce difficile d'instaurer des taxes carbone?
 - Difficultés sociales : conflits entre groupes sociaux, entre petites et grandes entreprises
 - Difficultés techniques : inertie du capital installé
 - D'où des effets redistributifs peut-être non désirés
 - Encore plus vrai à l'échelle internationale

- Des prix pour aller au-delà de la simple pénalisation de la pollution : faciliter les investissements « bas carbone »

Plus le prix de l'émission de carbone sera élevé, plus il augmentera le calcul de la rentabilité espérée des investissements

Un investissement bas carbone représente des émissions évitées converties en « actifs » qui peuvent être déduits des remboursements d'emprunt auprès des banques

La banque centrale pourrait s'engager à refinancer les banques en acceptant ces actifs : assouplissement monétaire (QE) ciblé, avec garantie de l'État

Conclusion

- En analysant la financiarisation de la nature, on retrouve toutes les autres questions posées par la crise globale...
- Et la nécessaire articulation des réponses sociales et écologiques pour contrôler la monnaie, transformer la fiscalité pour un autre modèle productif

JEAN-MARIE HARRIBEY

LA RICHESSE LA VALEUR ET L'INESTIMABLE

FONDEMENTS D'UNE CRITIQUE
SOCIO-ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE



JEAN-MARIE HARRIBEY

LES FEUILLES MORTES DU CAPITALISME

CHRONIQUES DE FIN DE CYCLE

LE BORD DE L'EAU

Annexes

Variation du taux de profit

$$\text{taux de profit} = r = \frac{P}{K} = \frac{P}{Y} \frac{Y}{K} = \frac{1 - \frac{W}{Y}}{\frac{K}{Y}} = \frac{\text{part des profits}}{\text{coefficient de capital}}$$

$$\begin{aligned}\Delta \text{ taux de profit} &= \Delta \text{ part des profits} - \Delta \text{ coefficient de capital} \\ &= \Delta \text{ part des profits} + \Delta \text{ efficacité du capital}\end{aligned}$$

$\Delta \text{ part des profits} > 0$ si $\Delta \text{ productivité} > \Delta \text{ des salaires}$
(augmentation du taux de plus-value)

L'efficacité du capital dépend de :

- Efficacité du capital technique
- Accès aux ressources naturelles

Quand le taux d'exploitation de la force de travail et celui de la nature atteignent leurs limites : crise globale du capitalisme global

Fondement d'une alternative sociale

L'anticipation des besoins collectifs :

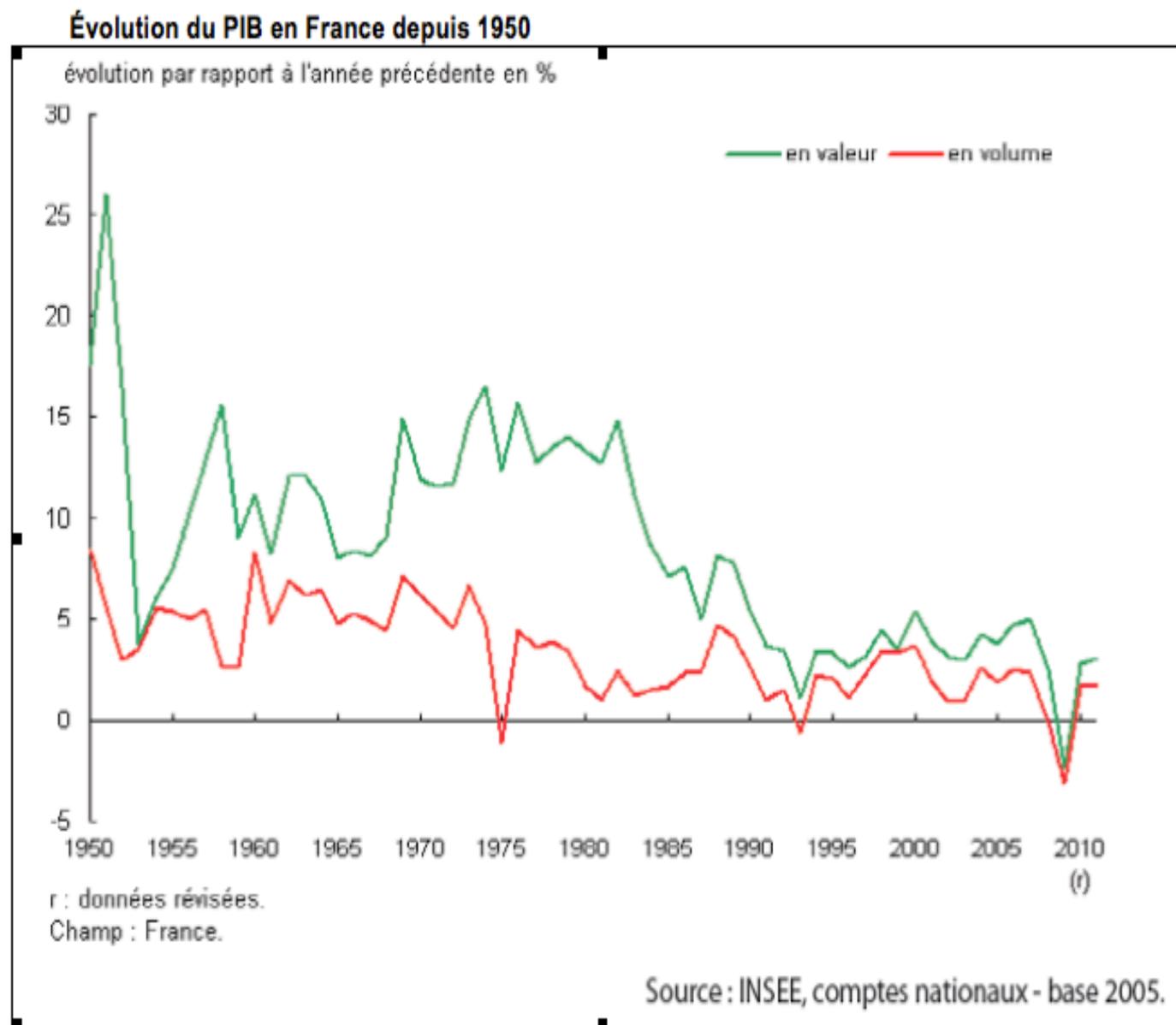
travail productif dans la sphère non marchande

- Les capitalistes anticipent des débouchés pour leurs marchandises → investissement, emploi → production → validation par le marché si vente.
- La collectivité publique anticipe des besoins collectifs → investissement, emploi, production validée *ex ante* → paiement socialisé. Le financement est *ex ante* et le paiement est *ex post*.
- Les services non marchands ne sont pas financés par une ponction préalable sur l'activité privée, mais les salariés des administrations engendrent une production et un revenu supplémentaires équivalents par convention à la valeur monétaire de ces services, elle-même égale aux salaires puisqu'il n'y a pas de profit.
- Autrement dit, les impôts sont prélevés sur un PIB déjà augmenté du résultat de l'activité non marchande.
- Contrairement au discours libéral et à un certain marxisme peu marxien, le travail effectué dans la sphère non marchande est productif de valeur d'usage mais aussi de valeur au sens monétaire. Le problème pour le capital est que ce travail ne le valorise pas.
- Ne pas confondre le modèle abstrait du début du *Capital* et une société concrète.

Social + écologie = ...

- Prendre en compte l'écologie, ce n'est pas proposer des mesures écologiques, c'est l'intégrer dans une transformation sociale globale
- Politique monétaire + politique d'investissements bas carbone planifiés + préservation des droits sociaux, de la sphère non marchande et des biens communs + rupture avec la finance capitaliste...
- L'emploi fondé sur la productivité soumise à la soutenabilité, sur la RTT et une répartition des revenus plus égale...
- Ça donnerait une transition vers ...
 - décroissance/croissance de certaines productions ?
 - écosocialisme ?
 - un peu moins de démesure ?

Growth of GDP – France -1950-2011 (%)



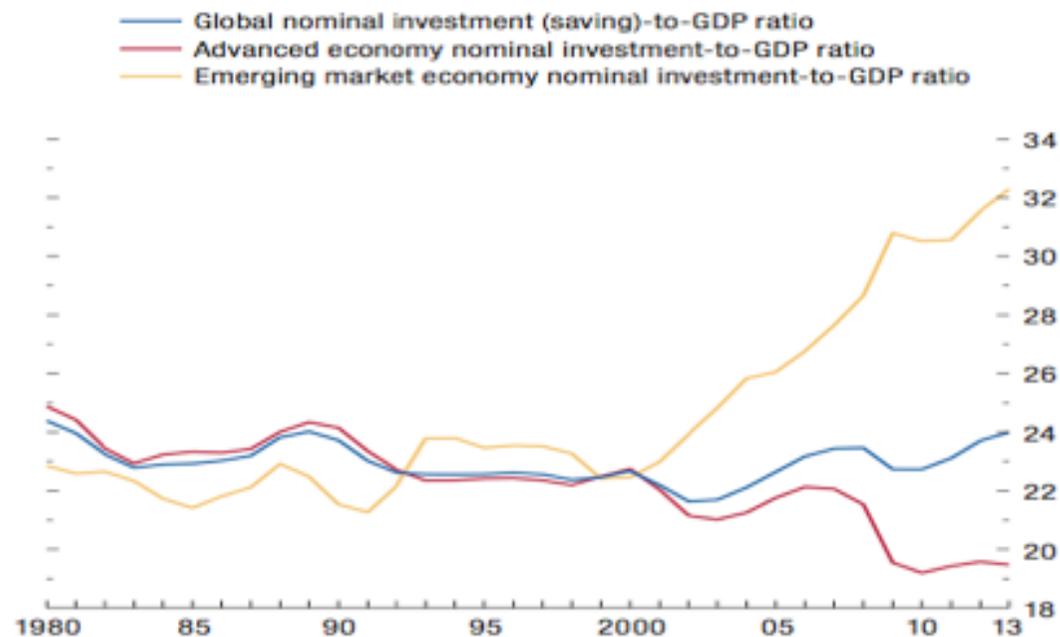
Évolution de la productivité du travail



Source: The Conference Board Total Economy Database

Évolution de l'investissement en % des PIB

Figure 3.6. Investment-to-GDP Ratios
(Percent of GDP)



Sources: Haver Analytics; Organization for Economic Cooperation and Development; and IMF staff calculations.

Source : FMI [2014, p. 88]